

INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

par ABDEL AZIZ BELAL

C'est un sujet extrêmement vaste et je dois avouer qu'en 1 heure, même en 1 heure et quelque, il me sera très difficile de le traiter en entier, tout au moins d'en présenter les grandes lignes de force.

Je vais essayer quand même d'en dégager les principaux aspects, quitte à ce que, dans la discussion, on puisse approfondir des points qui auront été simplement posés d'une façon générale. La question de l'investissement en liaison avec le développement économique et social soulève de nombreuses implications et contribue à placer l'investissement parmi les facteurs centraux du processus du développement.

Tout d'abord, la vitesse de développement dépend étroitement de l'importance de l'investissement, de sa structure, de sa composition, de son orientation et de son efficacité ; mais on ne peut raisonner uniquement en théorie, dans l'abstrait, car tous ces éléments sont en grande partie conditionnés par les structures socio-économiques, ces structures qui ont été héritées de la période antérieure au Protectorat et à l'Indépendance, et puis celles qui se sont superposées à elles après l'indépendance ; ceci nous permettra de définir la signification de la crise de l'investissement dans les pays sous-développés.

Dans ces conditions, le problème central réside, à mon avis, dans la nécessité de maximiser les « effets multiplicatifs de l'investissement » — j'expliquerai par la suite ce que j'entends par « effets multiplicatifs de l'investissement » — ce qui implique une stratégie déterminée de l'investissement, en liaison avec la stratégie du développement économique national. Donc, trois points fondamentaux seront successivement analysés. Le premier point porte sur l'investissement de la vitesse de développement, le deuxième point sur l'investissement et les structures, le troisième point sur l'investissement et la stratégie du développement national.

INVESTISSEMENT ET VITESSE DE DÉVELOPPEMENT

Définitions

Il faut d'abord que nous définissions ce qu'on entend par investissement ; il y a une définition pour ainsi dire traditionnelle : on considère comme investissement toute affectation de ressources destinées à l'extension de la capacité de production d'une entreprise ou d'une économie par l'élargissement de ses moyens de production matériels. Mais aujourd'hui, sous la double pression des nécessités du développement économique des pays sous-développés et aussi de la révolution scientifique et technologique qui se produit actuellement dans les pays industrialisés, on assiste à une certaine évolution de la notion d'investissement. Il me semble qu'on est en train de passer d'une notion de l'investissement considéré jusqu'ici comme placement privé, tout au moins dans les économies de type capitaliste, à une notion de l'investissement considéré comme affectation nationale de ressources en vue de promouvoir la croissance, et surtout l'accent est mis de plus en plus sur ce qu'on appelle « l'investissement intellectuel », ou ce que certains appellent également, « l'accumulation subjective » dans le sens de ressources affectées au développement et à la transmission du savoir, de la culture, des connaissances, de la science et de la technique, c'est-à-dire, toutes les dépenses qui sont faites pour la recherche scientifique et technique, pour le développement de l'instruction, de l'éducation, de la formation des cadres.

Le taux global d'investissement

Ces précisions nous permettent de mieux cerner les liaisons entre investissement et vitesse de développement. Tout d'abord, il y a la dépendance de la vitesse de la croissance de la production (mesurée soit par le taux de croissance de la P.I.B., soit par le taux de croissance du produit national) par rapport au taux global d'investissement, c'est-à-dire, par rapport à la fraction du produit national qui est affectée à l'investissement. Ainsi, par exemple, dans le cas du Maroc, le taux d'investissement brut par rapport à la P.I.B. a été de 12 à 13 % entre 1960 et 1966 et le taux de croissance de la P.I.B. sur la même période a été de 2,3 % par an en moyenne, ce qui est évidemment très faible ; par contre, d'autres pays qui réalisent des taux d'investissement de l'ordre de 25 à 30 % du revenu national parviennent à des taux de croissance très élevés de l'ordre de 8 à 10 % ou quelquefois plus. Le cas de l'U.R.S.S., par exemple entre les deux guerres, ou même le cas du Japon à l'époque actuelle, sont significatifs à cet égard.

La structure de l'investissement

Mais à notre avis, il ne suffit pas de mettre l'accent sur le taux global d'investissement, la structure de l'investissement intervient également dans la détermination de la vitesse de la croissance. Le Maroc étant pris à titre d'exemple, nous voyons que le taux net de l'investissement (c'est-à-dire, si l'on déduit les amortissements pour l'ensemble de l'économie nationale) n'est que d'environ ~~6~~ ^à 17 % du revenu national. Mais, de plus, la structure de l'investissement global révèle qu'une part très élevée des ressources est affectée à des investissements non productifs ou indirectement productifs, dans le bâtiment et les travaux publics, (indirectement productifs, dans la mesure évidemment où l'infrastructure contribue indirectement au développement de la production). Il y a un déséquilibre assez net entre les ressources qui sont affectées directement au secteur productif et les ressources qui sont affectées au secteur non productif ou indirectement productif, car en fait, seule une très faible fraction du revenu national est consacrée à des investissements nets réellement productifs, cette fraction étant de l'ordre de 2 à 3 % par an. Ce sont des chiffres qui peuvent paraître étonnants mais ce n'est pas moi qui les ai inventés. Cela explique évidemment, cela explique aussi la faiblesse du taux de croissance de la production du Maroc. L'approche précédente, qui n'est qu'une première approche, invite à se préoccuper davantage des effets de l'investissement, compte tenu de l'environnement socio-économique, des structures, des comportements et de la désarticulation des circuits économiques. Cette analyse, nous la ferons dans la deuxième partie, intitulée « Investissement et structures socio-économiques ».

Les effets théoriques de l'investissement

Pour le moment, on doit se contenter de rappeler que, en théorie, tout investissement productif est susceptible de créer des effets que nous grouperons sous l'expression générale de : « effets de multiplication et d'induction ». Brièvement de quoi s'agit-il ? d'abord, lorsqu'il y a réinvestissement des profits d'une entreprise, soit dans l'entreprise elle-même qui va s'agrandir par auto-financement, soit dans un autre secteur ou une autre branche, il y a extension de la capacité de production, donc on peut considérer qu'il y a là une espèce d'effet de multiplication ; ensuite, l'accroissement de la demande de biens de consommation, entraîne un phénomène « d'accélération » des investissements en biens de production, (c'est ce qu'on appelle le « phénomène d'accélération ») c'est-à-dire que l'accroissement des investissements dans ce cas, est plus que proportionnel à l'accroissement de la demande de consommation. Il y a également ce qu'on

appelle « les effets de liaison en amont et en aval » que suscite un investissement productif : par exemple la création d'une cimenterie suscite une demande par rapport aux entreprises extractives de la chaux etc., donc elle va déclencher une activité en amont, des investissements en amont, et cette cimenterie va également déclencher ou peut déclencher des activités en aval, en ce sens qu'elle va faciliter le développement de l'industrie du bâtiment ; une sidérurgie va déclencher en amont des investissements dans le secteur minier, la production de minerai de fer, la production de charbon etc. et en aval, elle peut susciter des investissements dans les industries qui utilisent l'acier, soit pour fabriquer des machines, soit pour fabriquer des tracteurs etc. Il y a là toute une gamme d'effets de multiplication et d'induction que peut déclencher un investissement donné. L'ensemble de ces effets, de ces trois types d'effets plus exactement, s'il est maximisé, c'est-à-dire, si l'on arrive à en éviter la dispersion ou la disparition, contribue à l'accélération de la croissance économique. Mais cette croissance dépend aussi de l'efficacité de l'investissement dans le domaine de la productivité du travail, de ce qu'on pourrait appeler le rendement des investissements : il ne suffit pas de créer une usine, encore faut-il qu'elle marche bien, qu'elle soit dirigée par des gens compétents, que les travailleurs qui y travaillent soient capables de faire fonctionner les machines dans les meilleures conditions etc.

Les facteurs décisifs de l'efficacité des investissements

Nous avons là toute une gamme de productivités possibles du travail pour une usine donnée suivant que son personnel est ou non qualifié, très peu qualifié, ou très qualifié. Or, ce rendement des investissements dépend de certains facteurs qui ne sont pas purement techniques, ensuite de la qualité des équipements et de leur niveau technique. Ce rendement des investissements dépend des comportements et des aptitudes des travailleurs. Ces comportements et ces aptitudes sont conditionnés, à mon avis, par trois éléments : il y a l'élément intellectuel, il y a l'élément moral, qu'on perd souvent de vue, et un élément matériel.

L'élément intellectuel est lié à la qualification des travailleurs, donc c'est tout le problème de l'investissement intellectuel, de la formation des cadres etc. L'élément moral qui me paraît très important personnellement, c'est ce qu'on pourrait appeler la prédisposition au travail, la prédisposition morale au travail, au travail bien fait, la conscience professionnelle, le non-abstentionnisme etc. Tous ces comportements, lorsqu'ils existent, contribuent à élever la productivité du travail ; mais lorsqu'ils n'existent pas, il y a inévitablement baisse, ou faible productivité du travail. Il me semble que cet élément moral est assez largement conditionné par ce qu'on

peut appeler le cadre socio-institutionnel, c'est-à-dire la place des travailleurs dans l'appareil économique, politique et administratif du pays, leur degré de participation à la prise des décisions et à la gestion de l'entreprise, leur statut en somme vis-à-vis des moyens de production. Tout cela conditionne beaucoup l'efficacité de cet élément moral qui intervient dans la productivité du travail. Il y a également un élément matériel qui est l'accroissement régulier du niveau de vie, en ce sens que si pendant toute une période on bloque le niveau de vie des travailleurs, et que parallèlement on les encourage à coups de discours et d'exhortations morales, il ne semble pas que ces travailleurs seront très enthousiasmés par leur travail. Ainsi ce qu'on pourrait appeler les « coefficients de rendement des investissements » seront plus ou moins élevés suivant que ces facteurs seront ou non réunis. Cette présentation des effets théoriques de l'investissement était surtout destinée à servir de transition vers le problème relatif à l'investissement en liaison avec les structures socio-économiques.

INVESTISSEMENT ET STRUCTURES SOCIO-ÉCONOMIQUES

La crise de l'investissement

On peut parler actuellement en termes tout à fait objectifs de crise de l'investissement au Maroc. Il suffit de consulter les statistiques officielles qui montrent qu'après l'indépendance, il s'est produit une chute très nette de l'investissement global puisque certaines années, cet investissement a été aux environs de l'indice 55 ou l'indice 60 (base 100 en 1952) ; en 1961-62 par exemple, le volume global de l'investissement représentait à peine 60 % du volume de l'année 1952 ; il est vrai que l'année 1952 était une année de boom des investissements sous le protectorat, mais elle peut servir quand même de référence pour le régime de l'indépendance. Et depuis les années 61-62, il y a eu une certaine croissance très lente de l'investissement, mais c'est une croissance qui s'assimile plutôt à une quasi-stagnation. Compte tenu de la faiblesse du taux de croissance de la production et compte tenu du fait que le taux d'investissement brut actuel par rapport à la production intérieure brute, est de l'ordre de 12 à 13 %, et qu'il faudrait passer à un taux d'investissement de l'ordre de 25 %, il est évident que le Maroc connaît une crise de l'investissement. A mon avis, il s'agit d'une crise structurelle : ce n'est pas une crise de conjoncture, ce n'est pas parce que les milieux d'affaires ne veulent pas investir comme certains sont tentés de le penser, mais c'est une crise de structure et je vais essayer de montrer pourquoi.

Secteurs d'investissement privilégié et secteurs de sous-investissement

On ne peut comprendre cette crise elle-même que si l'on essaie d'abord de voir comment la structure de l'économie marocaine a été façonnée pendant la croissance réalisée sous le protectorat. On peut dire que, pendant cette période, le « modèle » d'une croissance coloniale comportait des secteurs d'investissement privilégié et des secteurs de sous-investissement. Les secteurs d'investissement privilégié étaient : l'infrastructure, (routes, ports, moyens de communication, télécommunications, barrages), les activités exportatrices (c'est-à-dire essentiellement l'agriculture dite moderne et le secteur minier), certains secteurs tertiaires (comme le secteur immobilier, le secteur commercial) et certaines branches de l'industrie légère (comme les branches alimentaires, le textile, etc.). A côté de ces secteurs d'investissement privilégié, dans lesquels des investissements relativement importants de capitaux, soit publics, soit privés, ont été réalisés, il y a des secteurs de sous-investissement, c'est-à-dire, qui n'ont pas reçu d'investissements ou très peu, et qui ont été pour ainsi dire délaissés : nous avons là évidemment le secteur traditionnel, représenté par la plus grande partie de l'agriculture, et l'artisanat. Quand on analyse les tentatives de modernisation du secteur traditionnel qui ont été faites (cela a été déjà exposé par notre ami Bencheikh), on constate que les dépenses faites en faveur de l'agriculture traditionnelle n'avaient aucune commune mesure avec les dépenses consenties en faveur du « secteur colonial » de l'agriculture ; et en ce qui concerne les tentatives de modernisation de l'artisanat, il est évident que les moyens utilisés étaient extrêmement faibles et ne pouvaient pas donner de résultats très sérieux. Un autre secteur de sous-investissement était représenté par les industries de base, c'est-à-dire, toute cette gamme d'industries qui donnent au secteur industriel des moyens puissants de croissance, des biens intermédiaires qui permettent de ne plus dépendre, pour toute une série de biens d'équipement, de l'extérieur, et qui permettent également à l'économie de bénéficier d'un certain nombre « d'effets de liaison » dont on a parlé tout à l'heure. Le troisième secteur de sous-investissement était le secteur culturel, au sens large, c'est-à-dire tout ce qui a trait à l'éducation, l'instruction, etc. ; bien sûr, il y a eu des dépenses d'équipement, des dépenses de fonctionnement scolaires, mais grosso-modo, par rapport aux besoins, ces dépenses sont restées incontestablement assez limitées.

Quelques conceptions critiquables de M. Rostow

Alors, face à cette situation, certains ont été amenés à penser qu'une économie du type de l'économie marocaine se trouvait sur « la voie de la

transition », spécialement M. W.W. Rostow, auteur d'un ouvrage qui fit quelque bruit, intitulé « Les étapes de la croissance économique ».

Dans cet ouvrage, M. W.W. Rostow a répété au moins deux fois que, pour lui, les économies coloniales ont été engagées d'une certaine façon sur la voie de la transition.

Je rappelle que pour cet auteur, il y a 5 stades de la croissance : d'abord ce qu'il appelle la société traditionnelle, ensuite, ce sont l'état de transition vers le démarrage, le démarrage économique, la maturité et la société de consommation de masse ; les économies coloniales se placeraient au deuxième stade, en ce sens que leur croissance dans le cadre colonial les a préparées au démarrage. Personnellement, je crois que c'est une appréciation qui n'est pas juste parce que d'abord, on ne peut pas ne pas tenir compte du fait que la déformation de la structure économique dans le cas des économies coloniales est un élément fondamental qui n'existait pas dans la période de prédémarrage des pays aujourd'hui développés. Les économies aujourd'hui avancées n'ont pas connu de distorsion durable de la formation de capital comme celle subie par les économies coloniales, ni la même nature et ampleur du déséquilibre entre les activités productives et les activités improductives.

Comment s'est développée l'infrastructure dans les pays aujourd'hui avancés ? Dans ces pays, l'infrastructure ne s'est pas constituée d'un coup, en l'espace de 20 ans ou 30 ans, elle s'est constituée progressivement, au fur et à mesure de l'extension du secteur productif. Quant aux secteurs pré-capitalistes qui pouvaient exister dans ces économies au début du développement du capitalisme industriel, ils ont été intégrés progressivement au processus de développement à la suite de certaines transformations structurelles. D'autre part, les nécessités de l'élévation de la productivité du travail ont imposé, à un moment donné, le développement de l'investissement intellectuel dans ces pays ; il est caractéristique qu'ils aient éprouvé le besoin de généraliser l'instruction primaire dans la deuxième moitié du 19^e siècle. Et puis, parce que ces pays avaient une croissance économique autonome, qui n'était pas « téléguidée » de l'extérieur, qui n'était pas induite par l'extérieur, les nécessités même et la dynamique de cette croissance autonome les ont amenés à réaliser, à une étape donnée, des investissements importants dans les industries de base. Or, dans le cas des économies coloniales, la distorsion de l'investissement revêt un caractère quasi-permanent : il y a des secteurs d'investissement privilégié, il y a des secteurs de sous-investissement, et cela découle du caractère « satellite » de ces économies ; à son tour cette orientation des investissements renforce le « satellitisme », c'est-à-dire la dépendance étroite par rapport à une économie étrangère, le fait que dans l'économie satellite, les investissements, les échanges, l'essentiel de la production sont déterminés en grande

partie par les besoins, les décisions d'un Centre extérieur à cette économie. Et d'ailleurs, peut-on dire que même maintenant, il n'y ait plus de secteur d'investissement privilégié ni de secteur de sous-investissement ?

On voit qu'aujourd'hui par exemple, la majeure partie des dépenses d'équipement de l'Etat se fait essentiellement en direction de l'infrastructure et le secteur moderne de l'agriculture reste en grande partie un secteur d'investissement privilégié par les dépenses de l'Etat. L'ancienne répartition des investissements se maintient dans le cadre du régime de l'indépendance, avec bien sûr quelques variations, avec certains changements, mais grosso-modo, on ne voit pas de changement décisif qui permette de dire qu'on s'achemine vers la liquidation de ce « dualisme » dans les investissements. Toujours pour répondre aux affirmations de M. W.W. Rostow, il faut remarquer que les économies aujourd'hui avancées n'étaient pas hypothéquées, au moment de leur démarrage, par la fuite ou la dispersion des effets de multiplication et d'induction de l'investissement. On a parlé tout à l'heure de ces effets, on a essayé d'en définir la signification, on a montré que lorsqu'ils sont rassemblés, maximisés etc., il y a une accélération de la croissance, mais lorsqu'ils sont lents, lorsqu'ils fuient, lorsqu'ils se dispersent, bien entendu à ce moment-là il y a une croissance beaucoup plus lente, une croissance bloquée.

Comment se manifestent ces fuites ?

Cela concerne une bonne partie de l'épargne qui est exportée, donc le réinvestissement des profits dans l'économie nationale est assez faible. Par ailleurs, dans la mesure où l'on importe beaucoup de biens de l'étranger, spécialement les biens d'équipement, ce fameux effet d'accélération des investissements jouera à l'extérieur, en tous cas il ne jouera que très faiblement à l'intérieur du pays ; comme l'accroissement interne de la demande concerne surtout des produits alimentaires fournis par l'agriculture ou par l'industrie légère, il est évident que l'effet d'accélération dans le pays même va être assez faible, l'effet d'accélération joue surtout lorsqu'il s'agit de la production de biens d'équipement. D'un autre côté, les investissements qui engendrent les plus grands effets de liaison, comme par exemple la sidérurgie, n'ont pas été réalisés dans les économies coloniales. Mais il y a plus : certains investissements peuvent provoquer des « effets d'entraînement » dans des conditions déterminées, ces « effets d'entraînement » qui, selon François Perroux, « viennent de ce que l'ensemble moteur abaisse les prix et les coûts des produits et des services, augmente les flux de biens échangés et en suscite de nouveaux, déstabilise les anticipations des producteurs et des consommateurs à partir d'un état initial ».

Prenons le cas des barrages. Avant l'indépendance, nous avons assisté à la création de nombreux barrages importants ; mais qu'est-ce qui s'est passé ? On a construit des barrages, ceux qui ont pu les utiliser et qui en avaient les moyens l'ont fait, mais les effets que pouvait entraîner la création de barrages sur le secteur traditionnel de l'agriculture ont été extrêmement faibles. Pourquoi ? parce qu'on ne s'est pas soucié d'organiser la propagation des effets d'entraînement que pouvaient susciter ces barrages. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela veut dire qu'il y avait certainement toute une politique de formation professionnelle à développer, qu'il y avait des problèmes de structures foncières à résoudre, qu'il y avait des circuits de commercialisation à changer, des coopératives à organiser, etc., toute une mise en valeur qui aurait pu relever à la fois des pouvoirs publics et des paysans, les paysans étant étroitement associés à tous les stades de la mise en valeur ; mais enfin, nous constatons que, n'ayant pas été organisés, les effets de propagation de ces investissements ont été très faibles. Et ceci nous amène à dire que, sous le régime colonial, il y a eu croissance économique, il y a eu croissance du produit, mais il n'y a pas eu développement économique.

Qu'est-ce que le développement économique ?

Le développement économique, me semble-t-il, peut être défini de la façon suivante : il s'agit d'un processus d'élargissement cumulatif et continu de la production englobant l'ensemble des secteurs économiques à la suite de modifications structurelles profondes et permettant la mise à jour de forces et de mécanismes internes — j'insiste là-dessus — la mise à jour de forces et de mécanismes internes d'accumulation et de progrès. Ceci m'amène personnellement à penser qu'il peut y avoir croissance économique sans qu'il y ait développement économique, si on entend par croissance économique, la croissance du produit, du produit agricole, du produit industriel, etc., le développement économique étant quelque chose de qualitativement différent. Pouvons-nous dire que les structures socio-économiques que nous avons à l'heure actuelle sont adaptées par rapport aux nécessités du développement et de la maximisation des effets de multiplication et d'induction de l'investissement ?

Structures administratives et tâches de développement

Voyons d'abord les structures administratives. Les structures administratives sont elles-mêmes la résultante des structures qui existaient avant l'indépendance, et qui furent façonnées essentiellement en fonction des

besoins de la colonisation d'abord, ensuite en fonction des besoins d'intervention de l'Etat dans l'infrastructure : les services administratifs qui furent développés étaient essentiellement les services de la Direction de l'Intérieur, les services des Travaux Publics, les services des Finances etc., c'est-à-dire les services qui pouvaient apporter une certaine aide au « secteur moderne » de l'économie. A part cela, les services qui pouvaient jouer un rôle important dans l'élaboration d'une politique économique et contrôler son application n'existaient pas. Et puis, cette administration était au service du « secteur moderne » qui était à l'époque, essentiellement le secteur colonial ; et son emprise sur le monde traditionnel était surtout une emprise à caractère coercitif et non pas une emprise à caractère moteur pouvant déclencher un processus de développement économique. Ensuite l'indépendance a superposé de nouvelles administrations à celles qui existaient déjà et on n'a pas assisté en vérité à la mise en œuvre d'une transformation des structures administratives en vue de créer une administration qui soit réellement adaptée à des tâches d'intervention économique. Bien sûr, à partir des années 1958-59-60, on a créé certains organismes à caractère autonome comme le Bureau d'Etudes et de Participations Industrielles, l'O.N.I., etc. ; il y avait là manifestement une volonté d'assouplir l'intervention économique de l'Etat, de faire en sorte qu'elle soit plus près des réalités ; mais ces tentatives furent sans lendemain parce qu'elles étaient dominées par un environnement administratif qui lui-même se « bureaucratise » de plus en plus et devenait en grande partie inefficace. Je prendrais comme référence surtout les taux d'exécution du budget d'équipement de l'Etat. Pour l'année 1963, le taux global d'exécution du budget d'équipement était de l'ordre de 50 % : les crédits, y compris évidemment le report des années précédentes, qui devaient être dépensés pendant l'année 1963 dans le cadre du budget d'équipement, n'ont été consommés qu'à 50 %. On sait maintenant que même les dépenses « classiques » pour ainsi dire d'équipement qui sont à la charge de l'Etat, ne sont pas réalisées en totalité. Alors on arrive à la conclusion que les structures administratives actuelles ne sont pas adaptées aux nécessités d'un développement effectif basé sur l'intervention de l'Etat, sur le développement de l'investissement par l'Etat, sans parler de certains phénomènes malsains trop connus.

Structures agraires et investissement

Nous avons ensuite les structures agraires : les structures agraires actuelles sont-elles compatibles avec une politique efficace de l'investissement ? Je crois qu'on peut raisonner en fonction de deux éléments, en fonction de « l'offre d'investissement » et de la « demande d'investissement » dans le secteur agricole. L'offre d'investissement dans le secteur agricole — je ne parle pas de l'Etat, j'en parlerai tout à l'heure — au sein

des agriculteurs, cette offre de capitaux serait susceptible de contribuer au développement de l'agriculture ; mais, me semble-t-il, elle est assez faible, parce qu'une bonne partie des revenus de l'agriculture, en fait, n'est pas réinvestie dans l'agriculture. Une bonne partie des revenus de l'agriculture sert à alimenter des circuits commerciaux, et souvent d'ailleurs, les circuits commerciaux qui font le joint entre l'agriculture et l'économie urbaine ; elle sert également à des achats de biens immobiliers, que ce soit dans l'agriculture elle-même, ou à l'extérieur de l'agriculture, et vraisemblablement c'est seulement une infime part du revenu agricole annuel qui est réinvestie dans l'agriculture, sous forme d'une extension des moyens de production. Malheureusement, on manque de données sérieuses pour se faire une idée de la part du revenu agricole qui est réinvestie dans l'agriculture, mais je peux citer à titre de référence ce que M. Bettelheim a calculé pour l'Inde : il a calculé que 3 % seulement du revenu agricole étaient réinvestis dans l'agriculture. C'est un élément de référence, de comparaison. Ceci du côté de l'offre ; quand on parle de l'offre de capitaux pour expliquer pourquoi cette offre n'est pas plus importante, il faut se référer aux structures agraires ; c'est qu'en fait une bonne part du revenu agricole est prélevée par une infime minorité des agriculteurs. En ce qui concerne la demande d'investissement nous avons le phénomène des structures agraires qui joue à plein : comment voulez-vous que des gens qui ont un bail, par exemple pour une année, puissent investir dans ces terres puisque de toute façon au bout d'un an ou deux ans, il faut que la terre revienne au propriétaire ; étant donné l'importance des modes de faire-valoir indirect dans l'agriculture du secteur traditionnel, étant donné la faiblesse des moyens financiers qui sont aux mains de la plupart des agriculteurs, étant donné la faible dimension de la plupart des exploitations du secteur traditionnel, il est évident que parler d'investissement dans ces conditions relève quelquefois de la plaisanterie. Et ce qui est plus grave, c'est que les interventions mêmes de l'État, dans la mesure où elles conservent un caractère purement technique, ou financier, n'arrivent pas à faire décoller l'agriculture. Il y a eu l'opération-labour, et on a vu que l'opération-labour a échoué ; aujourd'hui, on parle du développement de l'irrigation etc., mais tant que l'État ne compte pas modifier sérieusement les structures agraires actuelles, il semble que l'impact de son intervention sur le secteur agricole traditionnel est voué à être très faible, et les résultats malheureusement sont là pour montrer que l'agriculture ne décolle pas : le taux annuel moyen de croissance de la production agricole entre 1960 et 1966 est de l'ordre de 0,6 %.

Les structures sociales et l'investissement productif

Toujours en liant l'investissement et les structures, nous avons le problème des structures sociales. Ici il s'agit surtout du comportement des

milieux d'affaires nationaux, de la bourgeoisie autochtone : dans quelle mesure le comportement de cette bourgeoisie autochtone peut favoriser ou défavoriser le développement de l'investissement productif. J'ai été intéressé, une fois, de voir quelles étaient les sommes dépensées chaque année dans l'achat de propriétés immobilières en comparant ces chiffres à ce qui était investi par des Marocains dans le secteur industriel ; je suis arrivé à peu près au résultat suivant : dans le secteur immobilier, si l'on compte non pas tous les achats de propriétés mais seulement les dépassements des acquisitions immobilières faites par des Marocains auprès des étrangers par rapport à leurs cessions, on arrive à un chiffre, en 1960, de l'ordre de 6 milliards et quelque et, la même année, les investissements privés marocains dans l'industrie étaient de l'ordre de 3 milliards ; vous voyez donc la proportion entre les capitaux qui peuvent aller au secteur immobilier et les capitaux qui vont à l'industrie. Et d'autre part, je n'ai pas parlé du commerce qui draine toute une masse de capitaux. Ces milieux d'affaires nationaux disposent très souvent de capitaux importants mais d'abord, une partie de ces capitaux, une partie de cette fortune, est elle-même à caractère immobilier. D'autre part, leur volonté et leur désir d'investir se heurtent à un certain nombre de facteurs économiques et sociologiques. Les facteurs économiques comprennent notamment l'étroitesse du marché intérieur : le fait que le pouvoir d'achat de la masse de la population est un pouvoir d'achat très faible. Bien sûr, il y a pour certaines industries la possibilité de faire une substitution à des importations ; par exemple dans l'industrie textile, on assiste depuis quelques années à un boom d'investissements motivé en grande partie par un phénomène de substitution de l'industrie nationale à des importations. Sur 35 milliards à peu près d'investissements, les deux tiers environ sont des capitaux privés marocains. Seulement, pour expliquer le développement du textile et surtout le fait qu'il y ait eu des investisseurs marocains privés, il ne faut pas oublier que c'est un secteur dont les circuits de commercialisation sont pour ainsi dire aux mains de ces mêmes milieux d'affaires nationaux ; ensuite, c'est un secteur qui a été énormément encouragé par l'Etat, d'abord avec une protection assez substantielle, sous forme de droits de douane, et puis, il a été encouragé par des crédits de la B.N.D.E. Ce qui fait que très souvent d'ailleurs les apports mêmes des capitalistes privés dans le textile, les apports propres, n'étaient pas très grands grâce à ce qu'ils pouvaient obtenir comme prime d'équipement, comme crédits de la B.N.D.E., comme crédits-fournisseurs en important des biens d'équipement avec la possibilité de payer ces biens sur une période de plusieurs années. Tout cela fait qu'au fond, l'apport propre de l'investisseur est réduit à une proportion assez faible. Ces facteurs expliquent le développement de l'industrie textile et le fait que dans cette industrie un certain nombre de Marocains aient pris des responsabilités dans l'investissement. Mais à côté de cela, il y a

un certain nombre de facteurs à caractère sociologique qui, me semble-t-il, constituent des éléments de freinage de l'investissement productif. D'abord, le fait que ces milieux d'affaires conservent un caractère familial, en ce sens que les affaires, quelles qu'elles soient, doivent bénéficier à la famille, doivent élever le statut social de la famille. Ce n'est pas par hasard que la plupart des grandes fortunes marocaines ont conservé un caractère familial : on dit les Alami, les Sebti, les Bennani etc. C'est la famille qui, en somme, permet à l'homme d'affaires d'avoir des contacts, non seulement avec les autres milieux d'affaires, mais aussi avec les pouvoirs, avec le pouvoir administratif et les pouvoirs politique, financier et économique d'Etat. Et si l'on n'a pas ces contacts et ces relations avec les pouvoirs, il est impossible de faire des affaires, n'importe quel homme d'affaires vous le dira ; si l'on veut obtenir une licence d'importation, si l'on veut réaliser n'importe quelle action à caractère économique et financier, il faut s'adresser à des services publics ou semi-publics et il est évident que si l'on n'est pas soutenu par des personnes déterminées, on ne peut pas obtenir de résultat. Alors dans ces conditions, faire un investissement de longue durée paraît être une chose très risquée : les relations avec l'appareil de l'Etat, avec le pouvoir au sens large, deviennent un élément fondamental de la prise des décisions économiques, de la prise des décisions d'investissement ; il est évident que ce qui va attirer les milieux d'affaires nationaux, ce sont des placements qui peuvent être amortis en peu de temps, qui peuvent rapporter rapidement et rapporter gros. Ce qui explique donc cette orientation des milieux d'affaires nationaux vers ce que l'on appelle la spéculation et les activités commerciales, etc. Cela n'est pas dû à une malformation de leur cerveau, au fond ils sont capables de raisonner aussi bien que le capitaliste nord-américain ou le capitaliste japonais ; mais ils vivent dans un cadre social, dans un cadre institutionnel donné qui impose lui-même certaines orientations à leurs placements, à ce qu'ils en attendent. Ceci explique en grande partie le fait que les investissements qui ont une longue durée, qui ne peuvent être rentables qu'au bout d'un certain nombre d'années, c'est-à-dire beaucoup d'investissements dans l'industrie, sont délaissés pour d'autres types de placement. Il ne faut pas oublier non plus le fait que tant que le commerce rapportera plus que l'industrie, les placements de capitaux dans le commerce seront constamment favorisés par rapport aux investissements industriels. Si le commerce rapporte un taux de profit de l'ordre de 30 ou 35 %, alors que l'industrie ne rapporte que 15 % par exemple, le choix de beaucoup d'hommes d'affaires est clair. Il y a là un élément de structure économique, ce n'est pas un problème « d'esprit d'entreprise » ou de choses de ce genre : ce sont les structures économiques actuelles qui permettent à un homme d'affaires d'obtenir un taux de profit de l'ordre de 30 % par exemple, dans le commerce, alors que dans l'industrie le taux est plus faible.

A côté de cela, se pose évidemment le problème du capital étranger. Là, je ne voudrais pas m'étendre trop, c'est un problème qui est suffisamment débattu et suffisamment contesté, tout au moins les orientations prises sont plus ou moins contestées ; simplement je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'actuellement, grosso-modo ce sont les pays sous-développés qui exportent du capital vers les pays capitalistes avancés plutôt que l'inverse, ce qui fait qu'à la limite, le véritable problème consiste à stopper cette hémorragie. Ces investissements privés étrangers dont on parle tant, en fait se réduisent à la plus simple expression dans le cas du Maroc. On peut consulter les statistiques de l'Office des Changes depuis 1959-60 : la moyenne annuelle des investissements étrangers au Maroc, (des investissements financés par des ressources de l'extérieur), est de l'ordre de 3 milliards à 3 milliards et demi de francs marocains, alors que le volume annuel d'investissements au Maroc est de l'ordre de 150 à 165 milliards de francs. Quant à ce qui sort du Maroc, comme transferts de dividendes etc., cela dépasse très largement les entrées de capitaux privés.

**COMMENT POURRAIT-ON CONCEVOIR
UNE STRATÉGIE DES INVESTISSEMENTS EN LIAISON
AVEC LA STRATÉGIE DU DÉVELOPPEMENT NATIONAL ?**

Nous devons, dans l'optique de ce développement national, avoir des options à caractère stratégique concernant la transformation de l'environnement social et la transformation de l'homme. Plusieurs années de recherches sur ces questions m'ont amené à penser que, si l'on veut réellement accélérer le développement économique, il est absolument nécessaire d'arriver à maximiser, je le répète encore une fois, maximiser les « effets multiplicatifs de l'investissement ». Or, quand on pose ce problème de la maximisation des effets multiplicatifs de l'investissement, on est amené à envisager 4 séries de problèmes : il y a d'abord le problème des sources de l'investissement.

Fausseté de la théorie du « cercle vicieux de la pauvreté »



D'après certains économistes, le faible niveau de revenu dans les pays sous-développés ne permet de dégager qu'une faible épargne, donc faiblesse de l'investissement, qui, à son tour, engendre un faible revenu, d'où à nouveau faible épargne, faible investissement et ainsi de suite, c'est « le serpent qui mange sa queue ». Il me semble que c'est une théorie qui est

fausse, et voici pourquoi : le revenu national ne se compose pas de deux parties, mais de trois ; les deux parties, ce sont les deux parties « classiques » : consommation + épargne = revenu national, l'épargne étant prise comme un résidu. En fait, nous avons trois parties dans le revenu national : nous avons la consommation nécessaire de la société, les consommations inutiles et improductives, et l'épargne au sens classique. En supposant que l'on puisse prélever un montant X sur les consommations inutiles et improductives, à ce moment là les ressources investissables seraient égales à $E + X$ et l' X sera d'autant plus grand que le système social aura pu faire des « coupes sombres » dans ces consommations inutiles et improductives. Dans la majeure partie des pays sous-développés, le problème de la mobilisation des ressources investissables ne peut être résolu que si on l'envisage sous cet angle. Mais si l'on estime que l'on doit prendre l'épargne telle qu'elle vient, comme résidu, et que les décisions d'investissement continuent de dépendre de l'initiative privée en majorité etc., je ne crois pas que l'on puisse espérer sortir du sous-développement. On peut arriver à mobiliser des ressources d'investissement qui peuvent représenter au moins 20 à 25 % du revenu national ; du point de vue économique, du point de vue strictement économique, ce n'est pas impossible, c'est même nécessaire ; le problème évidemment a un aspect institutionnel et politique, c'est-à-dire qu'il y a un système social déterminé qui peut obtenir ce résultat et, bien sûr, un autre système social qui ne peut pas l'obtenir.

Fixation d'un taux d'accumulation optimum

D'autre part, en liaison avec ce problème d'investissement, je voudrais préciser que l'on ne peut pas considérer le taux d'investissement optimum comme un taux maximum. Je m'explique : théoriquement on pourrait par exemple à un moment donné, prélever 35 % ou même 40 % du revenu national pour l'investissement ; si l'on fait ce choix, cela veut dire que probablement la consommation des producteurs ne va pas augmenter, ou va augmenter de façon très lente, ou peut-être même va diminuer. Ne vaudrait-il pas mieux choisir plutôt un taux de l'ordre de 26 % ou de 27 %, de façon à réaliser à la fois une croissance accélérée du produit national et un certain accroissement de la consommation ? Dans le premier cas, si l'on adopte le taux maximum, on va probablement, à l'avenir, se heurter à un certain nombre de difficultés, provenant du fait qu'il y aura un mécontentement des travailleurs ; ce mécontentement va entraîner un renforcement de l'appareil de contrainte afin d'imposer une discipline du travail etc. Des ressources seront détournées pour financer cet appareil et, à la limite, il y a le risque de voir la productivité baisser, donc une diminution du taux de croissance du produit national. On a fait au fond un

mauvais calcul, en croyant faire le bon. Actuellement, dans les études qui sont entreprises concernant les questions d'investissement et de développement économique, on estime qu'il y a lieu de parvenir à un taux optimum qui n'est pas le taux maximum et qui peut seul permettre d'obtenir un taux de croissance maximum sur une longue période.

Orientation des investissements et mobilisation des masses au travail

Ensuite, il y a la question de l'orientation des investissements qui est également un problème essentiel lorsqu'on envisage la maximisation des effets multiplicatifs de l'investissement ; il faudrait essayer de parvenir à une politique d'investissement, à un choix concernant les investissements qui tienne compte de plusieurs exigences, qui tienne compte à la fois des exigences de la modernisation de l'économie et des nécessités d'utiliser le potentiel de travail inemployé ou sous-employé. Cela veut dire que, dans certains secteurs, on sera amené à choisir des investissements qui exigent beaucoup de capitaux, pour n'employer que peu de main-d'œuvre, mais avec une productivité élevée du travail. Dans ces secteurs, on utilisera des techniques très avancées parce que nous sommes à l'époque de la révolution scientifique et technique et il faut être à l'intérieur du mouvement ; en même temps, il faudrait utiliser le potentiel inemployé de main-d'œuvre, notamment le sous-emploi dans le secteur rural. Seulement, quand on pose le problème du sous-emploi dans le secteur rural, on peut penser à différentes expériences : certaines expériences ont donné des résultats, je ne les juge pas sur le plan politique pour lequel chacun peut avoir son option, son point de vue, je les juge simplement du point de vue économique : la mobilisation des masses par exemple en Chine, au Nord Viet-Nam, à Cuba, semble-t-il, a donné des résultats très valables du point de vue économique dans ce sens qu'elle a permis d'augmenter le potentiel de production, la capacité de production de l'économie, sans dépenses monétaires notables. Par contre, dans d'autres cas, les résultats sont beaucoup plus contestables, ceci dit sans aucun parti pris, sans esprit polémique. On peut prendre par exemple la Promotion Nationale : la Promotion Nationale, depuis qu'elle existe, depuis 1961 jusqu'à maintenant, a créé à peu près chaque année quelque chose comme 15 millions de journées de travail en moyenne, de 1961 à 1967-68 ; elle a coûté à peu près 6 milliards de francs chaque année en moyenne, 6 milliards en y intégrant naturellement les dépenses en nature. Alors, en partant de ces chiffres, si vous voulez, on peut faire quelques petits calculs très simples : 15 millions de journées de travail, alors que le potentiel de travail disponible dans les campagnes est estimé à plus de 300 millions de journées de travail chaque année ; cela veut dire donc

que la Promotion Nationale n'arrive à employer jusqu'à maintenant que 5 % environ de la population disponible. Il y a là un premier élément d'appréciation : la mobilisation des masses au travail, cela veut dire qu'on mobilise tout le monde, ou au moins 80 % ou 70 % ; là, on n'arrive à mobiliser que 5 %. Quant au coût, on peut faire aussi un calcul très simple, (quelquefois les calculs les plus simples en définitive permettent de voir très clair) : si l'on estime par exemple qu'il faudrait employer, par les méthodes de la Promotion Nationale, le quart de la main-d'œuvre disponible, il faudrait dépenser quelque chose comme 100 milliards de francs. C'est-à-dire pratiquement les deux tiers de l'investissement global annuel, et tout cela uniquement dans la Promotion Nationale, ce qui est évidemment absurde. Qu'est-ce que cela veut dire ? cela veut dire que ce n'est pas une véritable entreprise de mobilisation des masses au travail, ce n'est pas une véritable entreprise d'investissement-travail, sans parler d'un autre aspect qui est celui du rendement du travail dans les chantiers de la Promotion Nationale. Il semble que, dans beaucoup de cas, ce rendement est faible. Je ne parle pas non plus de la nature des travaux, puisqu'une grande partie de ces travaux sont des travaux improductifs : il y a 40 % seulement de travaux de mise en valeur, c'est-à-dire de défense et restauration des sols, de petite hydraulique, le reste ce sont des travaux d'infrastructure, de construction de pistes, des travaux d'édilité etc. Ces pourcentages sont tirés des statistiques officielles.

Conditions d'une véritable mobilisation des masses au travail

Laissons de côté le problème du rendement du travail, du caractère productif ou non des travaux d'investissement qui sont faits, et tenons-nous en simplement à la question de savoir si l'on peut généraliser ou non l'opération telle qu'elle a été pratiquée jusqu'ici. Le simple bon sens commande de dire qu'il n'est pas possible de généraliser cette opération dans le cadre dans lequel elle a été développée jusqu'ici ; parce que, me semble-t-il, il y a trois éléments qui sont défailants dans l'actuelle Promotion Nationale. D'abord le cadre institutionnel lui-même, dans quelle mesure peut-il être capable d'organiser une entreprise de mobilisation des masses au travail ? Quand on parle de la Chine, on oublie souvent de dire que dans ce pays, il y a des coopératives de production agricole regroupées dans les « communes populaires » ; et c'est dans le cadre de ces coopératives, de ces « communes populaires », qui sont les émanations des producteurs, que se font l'organisation et la mobilisation du travail. Tandis que dans des expériences comme celles de la Promotion Nationale, nous avons affaire plutôt aux autorités locales qui font très souvent les choses de façon administrative. Les conseils communaux, par exemple, qui auraient pu servir

de cadre à cette mobilisation, ne jouent pas ce rôle, étant donné qu'ils se composent surtout de « notables », intéressés plutôt à faire travailler les autres à leur profit. Quant au problème du stimulant : en Chine, il y a eu un stimulant matériel qui s'appelle la Réforme Agraire et il y a des stimulants à caractère moral (le fait que les gens pensent être associés à une œuvre de développement national, ils veulent rattraper le retard qu'ils ont sur les autres pays, ils veulent édifier leur patrie etc.). On ne peut considérer le versement de 200 F par jour en espèces plus 200 F sous forme de blé comme un moyen de développer l'enthousiasme des gens. Enfin, il y a le problème de l'encadrement : dans une entreprise de mobilisation des masses, il faut une multitude de cadres bénéficiant de la confiance de ces masses. Pour avoir leur confiance, il faut vivre avec elles, il faut les connaître, il faut qu'elles vous connaissent, qu'elles aient confiance en vous, qu'elles vous voient travailler avec elles, il ne s'agit pas seulement de mettre un coup de pioche par-ci, un coup de pioche par-là, et ensuite d'aller boire un verre de thé, non, il s'agit de travailler durant toute une période avec les producteurs. Alors tout ceci fait que toute entreprise d'investissement-travail ne peut réussir que si un certain nombre de conditions sont réunies. Lorsqu'elles ne le sont pas, il est évident qu'à ce moment-là on a affaire à autre chose, on a affaire à des chantiers de chômage déguisés, on a affaire à l'emploi d'une main-d'œuvre à des taux de salaires très faibles, mais on ne voit pas très bien la possibilité d'arriver réellement à une entreprise de mobilisation des masses au travail.

Investissement public et capitalisme privé

Il y a un troisième problème qui se pose en liaison avec la maximisation des effets multiplicatifs de l'investissement, c'est celui du statut des investissements et du cadre institutionnel dans lequel se font les investissements. Il me semble que, s'il n'y a pas une option réelle concernant la place que doit occuper l'investissement public dans l'accélération du développement économique, on ne peut réellement arriver à des résultats sérieux. Mais ce qui est paradoxal actuellement, c'est que l'investissement public, dans ce pays par exemple, représente une part très grande de l'investissement total, une part qui est souvent supérieure à la moitié (certaines années l'investissement public au Maroc est supérieur à la moitié). Cependant une bonne partie de ces investissements se fait dans l'infrastructure, il n'y a pas une volonté systématique, une volonté politique de faire de ces investissements publics un moteur du développement économique. On a l'impression plutôt que si investissement public il y a, il est mis au service du secteur privé sous différentes formes ; c'est-à-dire que le schéma libéral dans ce cas est un schéma purement verbal, dans les faits

il n'y a pas de libéralisme économique, mais l'Etat qui tient à bout de bras le développement de ce secteur privé dont le dynamisme laisse beaucoup à désirer. L'Etat concède au secteur privé un certain nombre de privilèges qui n'existaient pas dans l'évolution du modèle de type capitaliste et, dans ces conditions, il est évident que l'investissement public ne peut pas jouer un rôle moteur ; il n'est là que pour être utilisé au profit du capitalisme privé. La finalité de tout cela, c'est d'arriver à développer un secteur privé à tout prix, qui n'est pas prêt de jouer le jeu d'un secteur privé capitaliste dynamique. On peut « donner un coup de chapeau » à des investisseurs qui prennent des risques même si l'on n'est pas d'accord avec leur philosophie ou leur façon de voir les choses. Mais lorsque cette classe n'existe pas, que devient l'investissement public ? On a quelquefois l'impression qu'un certain nombre de gens oublient qu'il s'agit des ressources de la Nation dont on privatise l'utilisation.

La nécessité d'une organisation économique et sociale d'un type nouveau

Enfin, je voudrais dire un mot concernant la nécessité d'une nouvelle organisation économique et sociale qui seule serait capable d'assumer les exigences d'un développement national. Cette organisation économique et sociale ne peut réellement se développer, se créer qu'à partir d'une transformation profonde des structures actuelles, des structures économiques et sociales en premier lieu. Dans le cadre de cette organisation économique et sociale d'un type nouveau, je ne vois pas comment on pourrait parvenir à une certaine efficacité économique si on ne donne pas un minimum de responsabilités aux producteurs, si on ne leur donne pas un minimum de participation aux décisions. Il est absolument nécessaire de créer des mécanismes, des institutions qui permettent à ces producteurs de pouvoir participer à l'élaboration des décisions, qui permettent à ces producteurs de contrôler ce qui ne va pas, qui permettent à ces producteurs le cas échéant de dire que « ça ne va pas » et de changer ce qu'il y a à changer, et qui permettent aussi de mobiliser ces producteurs, dans la mesure où ils seront convaincus que cette mobilisation est nécessaire et efficace. Je crois que dans les conditions actuelles, s'il n'y a pas un développement conscient, il ne peut pas y avoir de développement tout court. On ne peut pas ne pas parler d'une finalité du développement économique : pour certains, le développement économique n'a pas de finalité ; il s'agit simplement d'augmenter le taux de croissance économique, d'augmenter le revenu par tête d'habitant, ce serait cela la « finalité » du développement économique. Personnellement je ne le pense pas.

Un développement conscient

Il fut un temps où l'on a pu, dans l'Histoire, réaliser une croissance de façon plus ou moins spontanée, ce qui a donné naissance au capitalisme industriel. Dans ce cadre, les producteurs n'étaient pas tellement conscients qu'il fallait réaliser un développement économique, ce dont ils étaient conscients, c'était d'arriver à manger, d'arriver à se nourrir, à nourrir leurs enfants ; je pense, sans vouloir offenser leur mémoire — que je respecte beaucoup — que beaucoup de ces producteurs étaient entraînés dans un mouvement très spontané du développement du capitalisme, qui lui-même a été déclenché par une série de facteurs bien définis. Tandis qu'aujourd'hui il n'est plus possible de raisonner comme cela : [il faut que les hommes, et les femmes bien entendu, dans les pays sous-développés, deviennent conscients de la nécessité de ce développement, de ses implications, de ses exigences, de ses résultats. Ce n'est que de cette façon que l'on peut mobiliser ces fameuses énergies et que l'on peut obtenir un multiplicateur dans la productivité du travail, dans l'efficacité des solutions qui seraient adoptées, dans le caractère réaliste de ces solutions. C'est pour cela qu'à mon avis, la finalité principale du développement économique, c'est précisément d'arriver à ce que ces hommes deviennent plus conscients de leurs capacités créatrices, à ce que leur intelligence s'épanouisse, à ce qu'ils deviennent plus cultivés, tout en faisant en sorte qu'ils se nourrissent mieux, se vêtissent mieux et qu'ils se logent mieux.]

Un développement par et pour les hommes ✕

C'est ainsi qu'on peut concevoir réellement le « décollage économique », je ne vois pas de décollage économique pouvant être réalisé avec des gens inconscients, avec des gens qui se contenteraient d'être des « moutons », alors qu'il faut des lions ; le mouton est un animal très pacifique, et je ne veux pas par là dire que le mouton est méprisable, non, mais enfin pour sortir d'une situation de faiblesse structurelle, il faut réellement « devenir un lion ». C'est la principale conclusion à laquelle on peut arriver même pour un exposé sur l'investissement et le développement économique, et surtout pour un exposé de ce genre où l'on peut avoir tendance à penser que le problème est un problème simplement de capitaux à investir, de barrages à construire, d'usines à créer. Je crois que le problème est beaucoup plus complexe que cela, c'est vraiment un problème de société, de ce que donne cette société à l'être humain en vue de l'aider à mettre en œuvre ses facultés créatrices, et aussi un problème, non seulement de formation des hommes, mais aussi d'arriver à susciter chez ces hommes la

conscience de leur situation, de leur potentiel, de leurs possibilités. Il ne s'agit pas seulement de développer en eux la volonté de vivre, parce que cette volonté existe, mais une volonté d'être réellement homme, une volonté de s'épanouir, une volonté d'affirmer sa dignité, c'est-à-dire, au fond, une volonté d'être réellement libre, et de construire sa liberté.